



**HAL**  
open science

# Ordinary actors facing the images of the monarchy. Around the revolutionary iconoclasm in Calabria (1848)

Pierre-Marie Delpu

► **To cite this version:**

Pierre-Marie Delpu. Ordinary actors facing the images of the monarchy. Around the revolutionary iconoclasm in Calabria (1848). *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 2022, 52-1, 10.4000/mcv.16043 . hal-04386131

**HAL Id: hal-04386131**

**<https://hal.science/hal-04386131>**

Submitted on 10 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les acteurs ordinaires face aux images de la monarchie. Autour de l'iconoclasme révolutionnaire dans les Calabres (1848)

Pierre-Marie Delpu

MIAS, Casa de Velázquez, TELEMMe UMR 7303 du CNRS

À partir d'un cas régional, cette contribution veut mettre en évidence une modalité de la protestation collective, l'iconoclasme régicide, qui malgré sa récurrence dans les révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle n'a pas forcément été reconnu par les contemporains dans sa dimension politique. Au cours de la révolution de 1848 où l'entrée des masses méridionales dans la politique s'est accélérée, les bris d'images représentant la monarchie ont pris une ampleur considérable, que la documentation politique et judiciaire permet d'analyser. L'étude porte sur les répertoires d'action dans lesquelles les actes iconoclastes s'inscrivent (gestes destructeurs, mise en scène de la mort du roi, insulte régicide), pour en saisir la signification politique. S'ils ne s'accompagnent pas toujours d'un projet politique cohérent, ils témoignent des revendications populaires locales à l'égard d'un gouvernement national centralisé jugé lointain et inadapté.

Mots-clefs : 1848, Iconoclasme, Italie, Mezzogiorno, Politisation populaire, Révolution

## Actores ordinarios frente a las imágenes de la monarquía. En torno a la iconoclasia revolucionaria en Calabria (1848)

A partir de un caso regional, esta contribución pretende destacar una modalidad de protesta colectiva, la iconoclasia regicida, que a pesar de su recurrencia en las revoluciones del siglo XIX no fue necesariamente reconocida por los contemporáneos en su dimensión política. Durante la revolución de 1848, cuando se aceleró la entrada de las masas del sur en la política, la destrucción de las imágenes que representaban a la monarquía adquirió una dimensión considerable, que la documentación política y judicial permite analizar. El estudio se centra en los repertorios de acción en los que se llevaron a cabo los actos iconoclastas (gestos destructivos, escenificación de la muerte del rey, insultos regicidas), con el fin de captar su significado político. Aunque no siempre iban acompañadas de un proyecto político coherente, dan testimonio de las reivindicaciones populares locales con respecto a un gobierno nacional centralizado que se consideraba lejano e inadecuado.

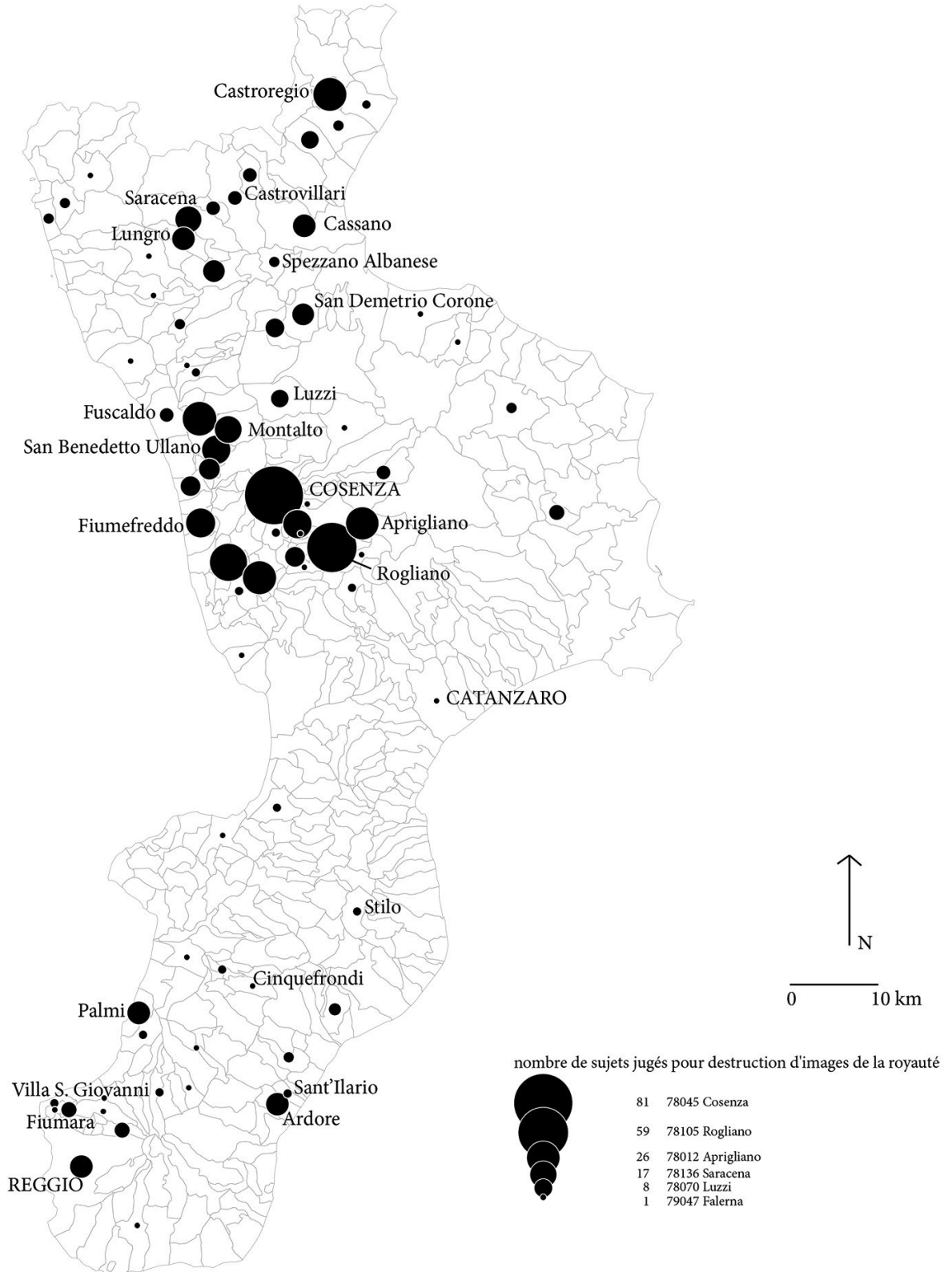
Palabras clave: 1848, Iconoclasia, Italia, Mezzogiorno, Politización popular, Revolución

## Ordinary actors facing the images of the monarchy. Around the revolutionary iconoclasm in Calabria (1848)

Based on a regional case, this contribution aims to highlight a modality of collective protest, regicidal iconoclasm, which, despite its recurrence in the revolutions of the nineteenth century, was not necessarily recognized by contemporaries in its political dimension. During the revolution of 1848, when the entry of the southern masses into politics accelerated, the destruction of images representing the monarchy took on a considerable scale, which the political and judicial documentation allows us to analyse. This study focuses on the repertoires of action in which the iconoclastic acts were carried out (destructive gestures, staging the death of the king, regicidal

insults), in order to grasp their political significance. Although they were not always accompanied by a coherent political project, they testify to local popular demands with regard to a centralized national government considered distant and unsuitable.

Key words: 1848, Iconoclasm, Italy, Mezzogiorno, Popular politicization, Revolution



Carte ?

Les périphéries rurales du royaume des Deux-Siciles ont vu s'affirmer, dès les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, une opposition politique dite « libérale » à la monarchie des Bourbons. Plus spontanée qu'idéologique, elle a largement exploité la conflictualité ordinaire et les coutumes comme autant de ressorts de l'action collective. En ce sens et par rapport aux modèles dominants de la « naissance de la politique moderne » qui marquent l'Europe méridionale au lendemain de l'époque révolutionnaire, elle constitue un espace alternatif du politique<sup>1</sup>. Dans une société marquée par une très forte religiosité populaire, bien décrite par l'anthropologie, la mobilisation du religieux a été un facteur de politisation décisif, qui s'est situé du côté des émotions protestataires. Chez les libéraux, elle a revêtu des formes diverses, qu'il s'agisse des prêches révolutionnaires, du culte des martyrs ou des appels à la « croisade » contre la tyrannie des Bourbons et contre la domination exercée par l'Autriche sur une grande partie de la péninsule italienne<sup>2</sup>. La révolution de 1848 en a vu les attestations les plus nombreuses, alors que les libéraux cherchaient à s'assurer le soutien des masses, à la suite d'un mouvement pris en charge depuis les années 1830 par les élites lettrées de l'opposition, qui ont érigé le peuple en objet de savoir afin de préciser l'orientation à donner aux mobilisations libérales<sup>3</sup>.

L'iconoclasme politique relève de ces emprunts au religieux, même s'il procède de conditions différentes. Il est d'abord le fait d'acteurs ordinaires, et s'inscrit dans une généalogie complexe qui le relie à la fois aux formes chrétiennes de la violence et aux pratiques de la conflictualité sociale dont on trouve la trace dans les Calabres depuis l'époque moderne<sup>4</sup>. Lors des insurrections populaires de 1799 puis, en 1806, lors de la résistance locale à l'invasion des armées françaises, les destructions d'images ont été pratiquées chez les partisans de la contre-révolution. C'est plutôt son adaptation au cadre révolutionnaire qui est nouvelle : depuis la révolution de 1820-1821, l'iconoclasme fait partie du répertoire d'action courant des acteurs ordinaires, en particulier dans les franges les plus radicales de l'opposition. À plus large échelle, sa place dans les révolutions européennes du XIX<sup>e</sup> siècle suscite l'intérêt de l'historiographie récente<sup>5</sup>. Pour l'Italie, des travaux ont montré la récurrence de la pratique à la faveur des révolutions de 1848, en particulier dans des espaces politiques périphériques<sup>6</sup>. Ils en

---

<sup>1</sup> On entend par politique moderne un ensemble de codes et de pratiques qui permettent l'affirmation d'un cadre politique unifié fondé sur la souveraineté nationale. Le modèle, défini par plusieurs historiens autour de Jean-Philippe Luis pour le cas espagnol (LUIS, 2005), s'applique notamment à la péninsule italienne et à la France méridionale, entre les révolutions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et les années 1850.

<sup>2</sup> DELPU, 2019.

<sup>3</sup> Sur celui-ci, voir PETRUSEWICZ, 2005.

<sup>4</sup> Sur les formes chrétiennes de la violence, voir BUC, 2017. Sur les pratiques de la conflictualité dans les Calabres, voir CECERE, 2013, CADET, 2015 et ADDANTE, 2021.

<sup>5</sup> FUREIX (dir.), 2014 et, sur l'importance et la fonction de cette pratique dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, FUREIX, 2019. Pour une approche comparative, voir FUREIX, ARISI ROTA (dir.), 2018.

<sup>6</sup> ARISI ROTA, 2018 et, pour le cas des provinces des Pouilles, CALEFATI, inédite.

décrivent les mécanismes, la diversité des terrains d'application, l'articulation avec des mobilisations encore largement construites à l'échelle locale. Dans les Calabres, la destruction des images de la monarchie a répondu à des revendications précises autour de la souveraineté locale, qui ont suscité un large consensus populaire depuis la politique de centralisation engagée par la monarchie d'occupation du *decennio francese* (1806-1815) et maintenue par la suite par les Bourbons de Naples, au moment de la Restauration de 1815<sup>7</sup>. Dans une société au très fort fractionnement local, structurée autour des élites municipales ou ecclésiastiques traditionnelles, la diffusion de l'iconoclasme révolutionnaire est une manifestation de la diversité des scénarios de la politisation libérale, sur lesquels insiste l'historiographie actuelle de l'Italie<sup>8</sup>.

Les sources policières et surtout judiciaires, pléthoriques, renseignent sur la récurrence et la diversité des pratiques iconoclastes. Elles ont suscité les procès de 564 sujets dans la province de Cosenza et de 74 autres dans la province de Reggio, pour des actes perpétrés pour la plupart de façon collective et au cours de la seule année 1848. Ces procès politiques, inédits, intègrent donc la destruction des images au sein de pratiques contestataires plus larges. Ils ne présentent pas l'iconoclasme comme un chef d'accusation à part entière, le présentant comme une pratique nécessairement communautaire qui relève du trouble à l'ordre public, raison explicite invoquée pour justifier l'inculpation<sup>9</sup>. En effet, pour les acteurs méridionaux de l'époque, l'iconoclasme est qualifié selon la forme précise que prennent les destructions. On parle alors de bris de statues (*infrangimento*), de réduction en éclats (*frantumazione*), de lacération d'emblèmes (*lacerazione*), sans qu'il y ait dans les sources un terme générique pour désigner ce phénomène. À la différence de la France, la pratique est absente des quelques témoignages littéraires dont on dispose sur la révolution de 1848, qu'ils émanent de ses partisans ou de ses adversaires<sup>10</sup>. Plus encore, l'acte n'est pas forcément perçu dans sa dimension politique : il relève le plus souvent de la police « générale », alors que les faits politiques et les atteintes à l'autorité de l'État dépendent de l'*Alta Polizia*, à la suite des réformes que le royaume connaît dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>. C'est donc la politisation de l'iconoclasme en révolution qu'on voudrait interroger. Il faudra d'abord en saisir la nature, par-delà les dénominations multiples utilisées par les contemporains

---

<sup>7</sup> Sur la Calabre, voir FERRARI, 2016. Sur la politique de centralisation du *decennio francese* et les réactions qu'elle a suscitées, voir DELPU, 2015.

<sup>8</sup> DE SENSI SESTITO, PETRUSEWICZ (dir.), 2014.

<sup>9</sup> Sur ces procès, voir DELPU, 2020. Les chiffres donnés s'appuient sur leur analyse au moyen d'une base de données relationnelles. En revanche, il s'agit d'estimations basses, la répression qui a suivi les révolutions de 1848 n'ayant touché qu'une partie des insurgés et n'étant documentée que de façon partielle (les provinces de Catanzaro et de Reggio, par exemple, ne disposent pas d'archives comparables).

<sup>10</sup> Chez les libéraux, voir ANDREOTTI, 1874 ; chez les contre-révolutionnaires, voir DE SIVO, 1868. En français, le terme est attesté dès 1834 (FUREIX (dir.), 2014, p. 14). En italien, il conserve tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle son sens traditionnel, qui le relie à l'histoire du Moyen Âge byzantin et aux formes de la dévotion chrétienne.

<sup>11</sup> Celles-ci sont bien connues de l'historiographie spécialisée. Voir par exemple FIORE, inédite, et DI FIORE, 2013.

et la diversité des cas, pour comprendre comment il s'inscrit dans des répertoires de protestation complexes qui visent la destitution symbolique du roi et l'imposition de communautés politiques locales autonomes.

## Fracturer, pendre, fusiller : des gestes politiques

Si l'iconoclasme n'est pas envisagé en tant que tel par les acteurs de l'époque, c'est surtout parce qu'il relève d'une attitude spontanée de la part de sujets *a priori* étrangers à l'espace politique. Le vocabulaire employé par les acteurs montre les formes de la violence dans leur diversité, du simple bris de statue ou de la lacération d'un drapeau à l'incendie d'objets signifiants, porteurs de représentations du pouvoir royal. Ces gestes destructeurs permettent de restituer le répertoire d'action des insurgés<sup>12</sup>. Construits et contextualisés, ils sont porteurs d'un sens politique, qui se définit par rapport au régime en place. Ils visent des supports courants des représentations ordinaires de l'autorité de l'État.

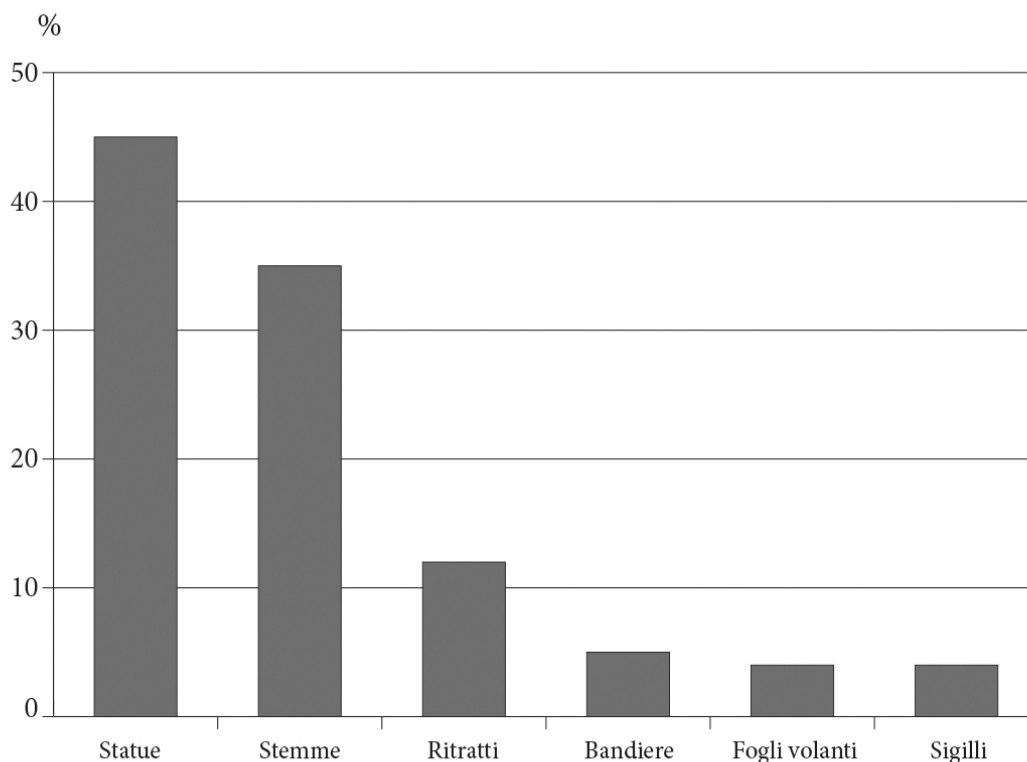


FIG. 1. – Typologie des supports des destructions d'emblèmes ou de symboles de l'autorité (provinces de Cosenza et de Reggio, 1848, élaboration propre)

Pour les trois quarts d'entre elles, les destructions visent des blasons royaux, exposés dans l'espace public, ou des statuettes en grès du couple royal, postées dans les lieux de pouvoir. Dans des provinces

---

<sup>12</sup> Voir, sur la méthodologie, MUCHEMBLED, 1987.

périphériques, ce sont souvent les seules représentations visibles de l'autorité. Les visites qu'y a effectuées le roi Ferdinand II, en 1833, 1844 et 1848, n'ont pas suffi à y diffuser durablement et massivement l'image du pouvoir en place. Dans la mairie de Paternò, par exemple, les deux statues du roi et de la reine détruites en juin 1848 sont signalées comme les deux seules du village<sup>13</sup>. La rareté des représentations de la monarchie explique la difficile appropriation des signes politiques par les acteurs ordinaires, habitués aux autonomies locales qui ont persisté jusqu'à l'abolition de la féodalité par la monarchie du *decennio francese*<sup>14</sup>. C'est donc le constat d'un vide politique et administratif qui explique l'iconoclasme des insurgés, perçu à la fois comme la destruction des images du pouvoir et comme l'entérinement d'un état de fait. Cette double fonction explique que la chronologie des destructions recoupe celle des crispations de la monarchie constitutionnelle. Elle se concentre en effet sur la séquence avril-juillet 1848. Les actes d'iconoclasme connaissent une augmentation notable au lendemain des massacres du 15 mai 1848, alors que les pratiques répressives de la monarchie ont été portées au centre du débat national par les libéraux et ont constitué l'un des moteurs principaux de la résistance populaire dans les Calabres<sup>15</sup>.

Les formes prises par la destruction des images sont renseignées par les sources judiciaires, au moins dans leurs grandes lignes, et s'inscrivent dans le répertoire de la violence ordinaire qui a prévalu dans les révoltes locales pendant l'époque moderne<sup>16</sup>. Le fait de jeter les statues à terre ou de les réduire en pièces en constitue la modalité la plus fréquente, toujours attestée comme une pratique collective et dirigée vers les deux statues du couple royal. Elle vise donc autant l'institution monarchique que la personne du roi. Les lacérations des drapeaux de la monarchie et des décrets royaux placardés dans l'espace public le confirment. D'autres pratiques interviennent de façon plus occasionnelle. À Villa San Giovanni près de Reggio, l'archiprêtre Giovanni Zagarella pend à l'aide d'une écharpe tricolore le portrait du roi qui se trouvait alors dans l'église, en juin 1848<sup>17</sup>. Il arrive parfois que les formes de l'outrage se combinent, montrant l'acharnement des insurgés à l'encontre des représentations visuelles de la monarchie. À Luzzi dans la province de Cosenza, le 28 mars 1848, le juriste Alessandro Gatti brûle ainsi la statue du roi, qu'il a préalablement fracturée d'un coup de bâton<sup>18</sup>. Un autre procédé courant consiste à achever au moyen de coups de feu l'exécution de statues ou d'emblèmes déjà détruits, simulant ainsi l'exécution du roi. À Palmi dans la province de Reggio, quatre artisans de la commune

---

<sup>13</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, I, b. 32, f. 195.

<sup>14</sup> FERRARI, 2016.

<sup>15</sup> BUTTIGLIONE, inédite.

<sup>16</sup> CECERE, 2013.

<sup>17</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 212.

<sup>18</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, I, b. 32, f. 196.

tirent au fusil sur les restes d'un blason royal qu'ils avaient préalablement jeté à terre, fracturé puis piétiné, à l'été 1848<sup>19</sup>. Les attestations de ce type de destructions sont nombreuses, et s'inscrivent parfois dans des scénarios plus complexes qui articulent plusieurs cibles et plusieurs modes de destruction. Lorsque quatre sujets d'Aprigliano, en périphérie sud-est de Cosenza, cherchent à épurer l'espace du village de tous les symboles royaux, à l'été 1848, ils exécutent d'abord au fusil les deux bustes du couple royal situés sur le poste de garde, puis lacèrent, à l'aide d'un couteau de boucher, l'emblème de la monarchie placé sur la façade d'une boutique privée<sup>20</sup>. La rareté des emblèmes de l'autorité centrale facilite ce processus d'élimination, qui prend la forme d'un rituel collectif impliquant le peuple en armes.

Les sources renseignent en effet sur les formes de la prise d'armes. L'interdiction de la circulation des armes à feu, entérinée par une importante législation prise au début des années 1830 afin de prémunir le royaume contre une révolution potentielle à l'image de celles qui ont traversé l'Europe quelques années plus tôt, explique qu'elles aient circulé clandestinement et que les mentions dans les sources de police en soient rares. Dans la plupart des cas, l'armement est traditionnel, souvent très sommaire, et correspond, dans ses grandes lignes, à celui observé par Nicolas Cadet chez les insurgés qui défendaient les provinces calabraises contre les troupes napoléoniennes en 1806<sup>21</sup>. Le couteau est l'arme la plus fréquemment utilisée. Il est un ustensile d'usage quotidien dans les sociétés rurales calabraises, y compris chez des sujets qui appartiennent aux élites locales<sup>22</sup> ; il est par ailleurs associé à la figure du brigand calabrais, *topos* littéraire du romantisme italien<sup>23</sup>. L'usage d'un bâton est parfois mentionné, comme dans le cas d'Alessandro Gatti, avocat italo-albanais qui fracture les statues du couple royal à la fin mars 1848<sup>24</sup>. Parce qu'il s'inscrit dans les schémas traditionnels de la révolte, l'armement accrédite l'aspect spontané des actes iconoclastes, qui apparaissent le plus souvent improvisés et conjoncturels.

L'usage des armes à feu est plus occasionnel, qu'il s'agisse des fusils à baïonnette, relevés dans 93 cas pour les deux provinces, ou des pistolets, utilisés pour exécuter des statues. Le recours à ces armes relève de logiques sociales distinctes : la très grande majorité des détenteurs de fusils, très courants dans les provinces calabraises, sont des paysans, alors que l'usage des pistolets est plus courant parmi les élites locales. C'est le cas des frères Antonio Maria et Domenico Marchiano, propriétaires du village italo-albanais de San Demetrio Corone où ils ont été parmi les principaux acteurs de l'insurrection, ou encore

---

<sup>19</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 344.

<sup>20</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, I, b. 35 bis, f. 220.

<sup>21</sup> CADET, 2015, p. 206.

<sup>22</sup> Plusieurs mentions chez des propriétaires ou des prêtres, dans la province de Cosenza, à Rogliano (Archivio di Stato [Cosenza], Intendenza, Processi politici, I, b. 35 bis, f. 220), à Montalto (*ibid.*, b. 88 bis, f. 517) ou à Cassano (Archivio di Stato [Naples], Archivio Borbone, b. 1044, f. 38), tous en juin 1848.

<sup>23</sup> Par exemple et parmi une riche production, l'*Errico* de Domenico Mauro, paru en 1834.

<sup>24</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, I, b. 32, f. 196.



du prêtre Ferdinando Vigna, à Aprigliano, qui exécute la statue de la reine de plusieurs coups de pistolet, le 2 juillet 1848<sup>25</sup>. Cet usage des armes interdites n'est pas propre aux Calabres et connaît des équivalents dans la plupart des révolutions européennes, où il contribue à former l'espace public d'opposition<sup>26</sup>. Par son aspect collectif, il joue un rôle de socialisation politique indéniable, et suppose parfois l'appui d'insurgés rompus au métier des armes, en particulier des gardes nationaux. À Majera dans la province de Cosenza, les frères Francesco et Tommaso Brani, anciens gardes nationaux pendant la révolution de 1820-1821 qui ont été réinvestis dans leurs fonctions en 1848, ont fourni des armes à des sujets de la commune en vue de détruire les emblèmes de la royauté<sup>27</sup>. Ces soutiens ont été facilités par l'appui des Gardes Nationales calabraises à l'insurrection<sup>28</sup>. Mais leur investissement dans les pratiques iconoclastes n'a été qu'occasionnel, celui-ci relevant la plupart du temps de l'expérience des acteurs ordinaires. Il montre comment les insurgés ont investi l'espace public à travers la mise en scène des destructions, qui représentent des tyrannicides symboliques et ritualisés.

## Le spectacle de la mise à mort du roi

Parce qu'il s'effectue dans l'espace public, l'acte iconoclaste cherche à signifier auprès des masses la destitution symbolique du pouvoir en place et, indirectement, le transfert au peuple de la souveraineté dont il est détenteur. Il constitue en cela un procédé de démocratisation, qui passe par le meurtre symbolique du roi. En ce sens, des travaux récents l'ont montré pour d'autres espaces, il est producteur d'un langage politique, par le choix des cibles et par l'investissement de l'espace public, et ne saurait être réduit à un simple acte de vandalisme, malgré son impréparation matérielle apparente<sup>29</sup>. La répartition des lieux-cibles en est révélatrice, montrant la volonté de purger la totalité de l'espace public local des références à la monarchie.

---

<sup>25</sup> Archivio di Stato (Naples), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>26</sup> HINCKER, 2008 ; FOURNIER, 2016.

<sup>27</sup> Archivio di Stato (Naples), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>28</sup> BUTTIGLIONE, inédite, p. 64.

<sup>29</sup> Voir surtout les travaux d'Emmanuel Fureix sur la France de la même époque (FUREIX, 2012).

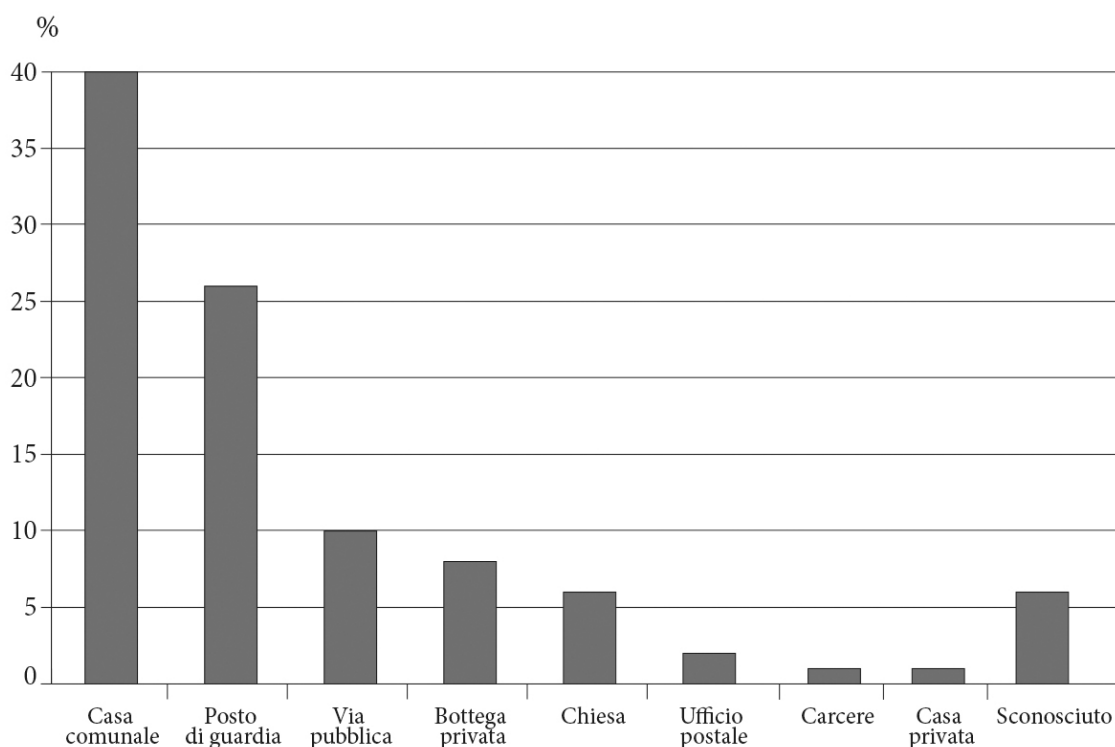


FIG. 2. – Répartition des lieux-cibles des attentats iconoclastes (provinces de Cosenza et de Reggio, 1848, élaboration propre)

La répartition des lieux visés par les actes iconoclastes est moins le fait d'une volonté assumée de la part des acteurs que de la présence matérielle des emblèmes de la monarchie, systématiques dans les mairies et les postes de garde, plus rares ailleurs, où leur existence n'est imposée par aucun texte juridique. Mais les destructions sont ritualisées, les objets-cibles étant le plus souvent transportés sur la place communale, lieu essentiel de la vie sociale dans l'Italie du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>30</sup>, pour y être données en spectacle, en particulier dans le cas des statues. Fin mars 1848 dans le village de Luzzi, l'avocat Gatti déplace en place publique la statue du roi qui se trouvait alors dans la mairie, afin de la fracturer et de la brûler publiquement. Lors de son procès en avril 1849, il justifie ce transfert par le fait que son village était « bien plus attaché au roi que tout autre », et ne pouvait être acquis aux libéraux que par des actes aisément compréhensibles de tous et à la très forte portée symbolique<sup>31</sup>. Dans des provinces rurales où l'implantation du courant libéral est récente et encore très parcellaire, une très importante conflictualité demeure entre partisans et adversaires de la monarchie, sans qu'il existe d'options idéologiques

<sup>30</sup> ISNENGI, 2004.

<sup>31</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, I, b. 32, f. 196.

véritablement formalisées. La destruction des images de la royauté, dès lors, réduit le programme politique des opposants à leur expression la plus simple, qui est précisément le meurtre du tyran.

La profération de cris séditions tyrannicides, parmi lesquels *Morte al Tiranno* et *Abbasso al Borbone* sont les plus couramment évoqués par la documentation, contribuent à expliciter et à justifier ces actes, présentés comme l'expression de la volonté du peuple. Punis par la loi du 5 mai 1827 qui porte sur les injures sacrilèges en public et en privé, ils ont donc une place centrale dans le processus de mise à mort symbolique du roi. Si l'accusation de tyrannie est la plus courante, certaines désignations font référence à la trahison du peuple napolitain, surtout après la répression des émeutes du 15 mai 1848<sup>32</sup>. Ailleurs, au mois de juillet, le roi est qualifié de « cornu, voleur et assassin » par référence à sa politique fiscale centralisée et au caractère répressif de sa pratique du pouvoir, qui en font l'une des figures emblématiques du *malgoverno*, notion utilisée dans la culture politique italienne depuis le Moyen Âge pour désigner un régime tyrannique associant la corruption à l'inefficacité et à la cruauté<sup>33</sup>. À la dénonciation du roi s'ajoute parfois celle de ses soutiens, comme le général Nunziante, principal acteur de la répression dans les Calabres, régulièrement présenté, à l'été 1848, comme l'un des instruments de la tyrannie bourbonienne et associé aux destructions des images de la royauté<sup>34</sup>. Ces appels au tyrannicide expriment donc des réactions spontanées face à la monarchie et témoignent de la haine ordinaire des Bourbons, qui justifient des appels publics à l'iconoclasme. C'est le cas d'un propriétaire de Reggio, Carmine Cuzzocrea, proche des chefs révolutionnaires Antonino et Agostino Plutino, qui aurait modifié le nom de son frère Ferdinando en Emilio « par haine du nom du roi » et aurait exhorté de jeunes gens de la province à détruire les symboles de la royauté<sup>35</sup>. Ce sont parfois les prêtres qui ont assumé ce rôle, intermédiaires décisifs de la révolution tout au long du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Les sources en donnent plusieurs exemples, à l'image de Filippo Stilo, à Fiumara, ou de l'archiprêtre Antonio Giampaolo, à San Luca, auteurs de prêches incitant leurs paroissiens à détruire les statues du roi à l'été 1848<sup>36</sup>.

Ainsi construits et justifiés, les actes d'iconoclasme tyrannicide se présentent sous la forme d'exécutions simulées sur le modèle du jugement, qui recourent à des pratiques informelles de justice populaire<sup>37</sup>. Là

---

<sup>32</sup> Par exemple Luigi Panetta, propriétaire à Ardore (province de Reggio), le 4 juin 1848. Voir Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 141.

<sup>33</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 32, f. 194.

<sup>34</sup> Par exemple dans la province de Reggio, où les cris séditions faisant référence à l'armée bourbonienne et à Nunziante sont nombreux lors des actes d'iconoclasme. Voir Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 19.

<sup>35</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 20.

<sup>36</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 81 et f. 252. Voir, pour la province de Cosenza, VALENTE, 1956.

<sup>37</sup> Sur ces pratiques, courantes dans les sociétés sud-européennes de l'époque, voir DELIVRÉ, BERGER (dir.), 2014.

encore, le rôle des prêtres a été décisif. À Saracena dans la province de Cosenza, le prêtre Antonino Prioli, ancien *carbonaro* pendant la révolution de 1820-1821, lit une sentence d'exécution aux deux statues du roi et de la reine, préalablement transportées en place publique, avant de les détruire devant la foule des habitants de la commune<sup>38</sup>. On connaît parfois les motivations de ces actes judiciaires improvisés : à Bisignano en juillet 1848, l'exécution des statues du couple royal s'explique par la volonté de venger un couple de Calabrais supposés avoir été fusillés par des soldats du roi<sup>39</sup>. Au même moment à Aprigliano, le prêtre Ferdinando Vigna préside à l'exécution des bustes royaux, exposés sur une chaise en place publique, afin de venger les Calabrais fusillés par l'armée bourbonnienne en 1844<sup>40</sup>.

L'iconoclasme révolutionnaire calabrais s'inscrit donc dans le registre de la vengeance, qui a déjà été l'un des ressorts des révoltes locales à l'époque moderne et surtout du soulèvement contre les Français en 1806<sup>41</sup>. Il s'articule avec le culte des martyrs politiques locaux, qui a permis de venger et d'expier les exactions pratiquées par la monarchie contre des civils<sup>42</sup>. Les pratiques ancestrales de la révolte ont donc dicté la mise en œuvre symbolique du tyrannicide, à la fois dans ses motivations et dans ses formes. Elle se rattache en effet aux massacres rituels de l'Ancien Régime, qui consistent à dégrader le corps du roi supplicié, à le mutiler puis à le détruire, sous la forme d'un spectacle offert à la communauté locale. Les statues royales sont en effet exposées à des pratiques d'énucléation, comme dans le village italo-albanais de San Benedetto Ullano où Pasquale Conforti, l'un des notables de la commune, détruit les effigies du couple royal puis les énuclée avec un bâton après les avoir foulées avec les pieds. Il faut y voir le réinvestissement de pratiques de violence déjà visibles en 1806, ancrées dans la culture populaire calabraise où elles ont une fonction d'exorcisme<sup>43</sup>.

Mais les appels à l'anthropophagie, qui accompagnent certains des actes d'iconoclasme, sont plus spécifiques, sans qu'il soit possible de savoir s'ils ont été suivis d'effets. On sait que la pratique a existé dans les sociétés rurales du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment en France, et que des témoignages relatent les actes d'anthropophagie dont auraient été victimes certains soldats français lors de la campagne napoléonienne de Calabre en 1806<sup>44</sup>. C'est dans la province de Reggio que les attestations sont les plus nombreuses : en juin 1848, un prêtre de Reggio, Demetrio Surace, lacérant l'emblème royal situé dans la paroisse dont

---

<sup>38</sup> Archivio di Stato (Naples), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>39</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 32, f. 195.

<sup>40</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 88, f. 508.

<sup>41</sup> CADET, 2015, p. 304.

<sup>42</sup> DELPU, 2017, p. 22.

<sup>43</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 89, f. 528. Sur la place de ces pratiques en 1806, voir CADET, 2015, p. 307.

<sup>44</sup> CADET, 2015, p. 309-310, et ADDANTE, 2021.

il a la charge, incite ses fidèles à tuer le roi et le général Nunziante et à manger leur chair<sup>45</sup>. À Stilo, le gendarme Carmine Anania déclare, en décapitant les deux statues du roi et de la reine, vouloir les hisser sur un piquet sur la place du Mercato à Naples, puis boire leur sang<sup>46</sup>. On perçoit la ritualisation du massacre, qui combine les pratiques de la violence ordinaire calabraise au répertoire des révoltes nationales, à travers l'investissement du principal théâtre des révoltes urbaines depuis l'époque moderne, qui a notamment vu éclater la révolte de Masaniello en 1647. Anania réutilise ici le procédé par lequel les soldats du roi ont ensuite exécuté Masaniello, incluant ce dernier, au même titre que les victimes calabraises des Bourbons, dans une communauté de la souffrance et du martyr, envisagée à l'échelle de la nation napolitaine<sup>47</sup>. La mise en scène du tyrannicide articule donc des pratiques hétérogènes, locales et nationales, qui posent la question du projet politique porté par les insurgés. Elles s'inscrivent en effet dans la tradition méridionale de revendication des autonomies locales, qui atteint son paroxysme avec les révolutions survenues à l'été 1848 dans les périphéries du royaume.

## Résistance locale et transferts de souveraineté

Les pratiques d'iconoclasme révolutionnaire s'inscrivent dans des mobilisations protestataires collectives et ritualisées, qui s'effectuent pour la plupart d'entre elles en bandes armées. Cette forme militaire, qui s'est développée dans les rangs des démocrates mazziniens, a trouvé un écho dans les structures villageoises calabraises<sup>48</sup>. Elle a rencontré des pratiques collectives du combat, celles des « troupes en masse » (*truppe a massa*) déjà mobilisées en 1799 et en 1806 avant d'être récupérées par les *carbonari* dans les années 1810. La province de Cosenza en offre les exemples les plus nombreux, comme à Figline, le 3 juillet 1848, où seize sujets du village détruisent publiquement les statues du roi et de la reine situées dans la mairie<sup>49</sup>. L'épisode montre comment l'acte iconoclaste s'inscrit dans un rituel plus large : il s'effectue au moment du départ des insurgés pour le camp de révoltés (*campo rivoltoso*) de Castrovillari<sup>50</sup>. Le départ pour ces structures dissidentes, où les insurgés ont cherché à organiser la résistance des provinces calabraises face à l'État centralisé, a été largement mis en scène auprès des populations locales et a recouru à des pratiques d'iconoclasme : les destructions intervenues

---

<sup>45</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 102.

<sup>46</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 187.

<sup>47</sup> Sur la révolte de Masaniello en 1647, voir HUGON, 2011.

<sup>48</sup> DELLA PERUTA, 1997.

<sup>49</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 12, f. 64.

<sup>50</sup> DELPU, 2019, p. 311-314. Les camps de révoltés (*campi rivoltosi*), apparus en Calabre à partir de juin 1848, ont permis d'organiser la résistance locale face aux troupes bourbonniennes commandées par le général Nunziante, venues de Naples pour défendre l'ordre public. Cette orientation défensive explique leur mise en place aux entrées stratégiques de la province de Cosenza, par voie terrestre et maritime, afin de l'isoler du reste du royaume et en particulier de la capitale.

s'expliquent à la fois par la volonté consciente d'épurer l'espace public des symboles de l'autorité centrale et par des réflexes spontanés qui témoignent de la haine ordinaire à l'égard des Bourbons.

Dès lors, les premiers jours de juin 1848, qui ont constitué l'un des temps forts de la résistance calabraise, ont vu se multiplier les destructions publiques des statues par des acteurs ordinaires ayant pris les armes et se dirigeant vers les camps. À San Benedetto Ullano, Raffaele Conforti outrage les statues du couple royal avec quatre autres membres de la bande armée qu'il dirige, lors du départ pour le camp de Paola<sup>51</sup>. À la fin juillet 1848, le retour des camps s'est accompagné de destructions comparables, quoique de façon plus ponctuelle. À Montalto dans la province de Cosenza, l'emblème royal situé sur la façade d'une boutique privée est décroché et lacéré par des insurgés de retour du camp de Paola. L'acte s'accompagne de chants nocturnes en procession publique qui dénoncent les autorités royale et pontificale, dont les révoltés dénoncent la trahison, les promesses non-tenues envers les libéraux et le tournant conservateur<sup>52</sup>.

Parce qu'ils sont fortement liés au développement des camps de révoltés et parce qu'ils relèvent de démonstrations publiques, les actes d'iconoclasme s'inscrivent dans des stratégies de marquage de l'espace qui consacrent la mise en place de communautés locales autonomes. Les résistances qui leur ont été opposées ont été très minoritaires, y compris de la part des forces de l'ordre, qui ont largement soutenu l'insurrection. L'interposition d'un garde national, à Rogliano en juin 1848, lors de l'outrage d'un drapeau et d'une statue par plusieurs sujets en partance pour les camps de révoltés est demeurée une exception<sup>53</sup>. Il semble plutôt que les élites locales aient été des soutiens de ce processus, encourageant parfois les sujets de la province à détruire les emblèmes de la royauté. Outre les interventions répétées des curés de village, les autorités civiles ont parfois incité aux destructions des statues. C'est le cas du chancelier communal de Pellaro, dans la province de Reggio, Bruno Romeo, qui ordonne en avril 1848 à l'un des administrateurs des taxes de détruire l'inscription « *Ferdinando Re* » placée sur la façade de la mairie, « parce qu'il n'était plus roi »<sup>54</sup>. Parce qu'il s'est inscrit dans les formes locales de la résistance à l'autorité du roi, l'iconoclasme a été un acte de défiance à l'égard de celle-ci, qu'il s'agissait de ne plus reconnaître. Les destructions se sont souvent accompagnées de proclamations de la mort du souverain, en conformité avec les revendications du par le mouvement libéral calabrais.

---

<sup>51</sup> Archivio di Stato (Napoli), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>52</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 88 bis, f. 517.

<sup>53</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 35 bis, f. 220. On trouverait un autre cas à Montalto, où deux gardes nationaux se sont interposés lors de la destruction des statues du couple royal. Voir Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 88 bis, f. 517.

<sup>54</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 103.

À Amendolara en juin 1848, trois propriétaires du village, les frères Falabela, fracturent les statues du roi et de la reine en affirmant publiquement ne plus reconnaître les armes de la royauté<sup>55</sup>.

Les cas de sédition manifeste sont nombreux, et les oppositions ciblent surtout la politique fiscale, héritée du *decennio francese*, qui a imposé à l'ensemble du royaume l'impôt de la *fondiarìa*, jugé à la fois trop lourd et trop peu lisible par une grande partie des habitants du royaume. Ce mouvement, que ses propres acteurs qualifient de *revindica*, prône donc la souveraineté locale, à la fois dans la gestion de l'impôt et dans la propriété foncière<sup>56</sup>. Il explique l'implication des acteurs de l'administration fiscale, à la fois comme experts de ces questions et comme sujets politiques locaux, dans la continuité d'une mobilisation ancienne contre l'État bourbonnien centralisé<sup>57</sup>. Dans des sociétés structurées autour de la communauté villageoise, ils ont parfois reçu l'appui d'autres insurgés, qui ont exprimé leur refus de la politique fiscale. À San Benedetto Ullano en juin 1848, la destruction des statues par un groupe d'habitants du village, portés par le notable local Giovanni Masciaro, conduit à la violation des caisses publiques et au vol des taxes collectées<sup>58</sup>. Dès lors, et afin de restaurer la souveraineté locale sur la vie économique et sociale des communautés, beaucoup de destructions ont visé des lieux symboliques du contrôle de l'espace local par l'autorité centrale. Les douanes intérieures ont particulièrement été ciblées, à la fois pour leur valeur symbolique et parce qu'elles étaient porteuses d'emblèmes de la monarchie. À Fuscaldo en juin 1848, le prêtre Salvatore Santoro détruit d'un coup de fusil l'étendard bourbonnien placé sur le poste de douane<sup>59</sup>. Il faut y voir la volonté de transférer à la communauté locale une prérogative qui appartient désormais à la nation.

Les mêmes raisons expliquent la volonté d'isoler les communautés villageoises des circuits nationaux de la circulation des nouvelles. C'est ce qui explique que la destruction des statues s'accompagne parfois d'autres attentats, qui portent sur des infrastructures et notamment sur le télégraphe. Parce que sa présence dans le royaume s'est considérablement développée au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle, il a accéléré la diffusion de l'information et a été considéré comme l'un des moteurs du succès national de la révolution de 1848<sup>60</sup>. Il est aussi perçu comme un outil de contrôle social, qui permettrait à la monarchie de mobiliser l'armée et la gendarmerie contre les insurgés. À Palmi dans la province de

---

<sup>55</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 12, f. 66.

<sup>56</sup> Sur l'institution de la *fondiarìa*, voir DE LORENZO, 1984. Sur le mouvement calabrais de *revindica*, voir BUTTIGLIONE, 2015.

<sup>57</sup> Pendant la révolution de 1820-1821 en particulier, les employés calabrais des finances ont été des appuis importants de la Charbonnerie, notamment dans la province de Cosenza. Voir Archivio di Stato (Napoli), Polizia generale II, b. 4502.

<sup>58</sup> Archivio di Stato (Napoli), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> DE LORENZO, 2001.

Reggio, en juillet 1848, la destruction du télégraphe par quatre artisans de la commune a ainsi constitué un préalable à l'outrage aux statues du roi<sup>61</sup>. Au total, l'iconoclasme s'inscrit dans un processus insurrectionnel plus large, qui a cherché à entretenir le fonctionnement local des communautés en profitant à la fois de leur caractère auto-structuré et de leur faible ouverture sur l'extérieur. Mais il interroge la réalité des transferts de sacralité qu'induisent les destructions, entre élaboration de projets politiques propres à l'évolution des sociétés au XIX<sup>e</sup> siècle et maintien des logiques politiques traditionnelles de la révolte.



## De la tyrannie des Bourbons aux « rois du bas peuple », des transferts de sacralité incertains

Par le répertoire d'action sur lequel il s'appuie et par son intégration dans le mouvement calabrais des *revindiche*, l'iconoclasme révolutionnaire est le support d'un projet politique qui consiste à transférer l'autorité du roi au peuple et celle de la nation à la communauté locale. Les cris séditieux, les actes des procès intentés aux insurgés après 1848 permettent d'en préciser le contenu. Les actes iconoclastes se sont en effet accompagnés d'appels fréquents à proclamer la république. Cette réclamation, qui avait perdu de l'importance chez les libéraux du royaume après l'écrasement traumatique de la République napolitaine, en 1799, par les armées des Bourbons, a été de plus en plus courante chez les opposants à la monarchie à partir des années 1830, sans être dotée d'un sens politique précis. À Cassano, le propriétaire Luigi Nigro dit devoir proclamer la république lorsqu'il fracture la statue du roi en 1848 et poignarde son effigie sur une monnaie<sup>62</sup>. Dans les trois provinces calabraises, ces revendications s'appuient sur des motivations diverses, qui vont de la déploration de la tyrannie bourbonnienne à la revendication de l'abolition des taxes. Dans la province de Reggio, c'est le prétexte fiscal qui pousse Giuseppe Chianese, sujet de Sant'Ilario, à proclamer la république lorsqu'il fracture les statues du roi : il voit dans ce régime le seul capable d'abolir la *fondiarìa*<sup>63</sup>. Plus que l'intérêt pour un gouvernement républicain donc, les appels à fonder ce régime se fondent d'abord sur des considérations fiscales, liées à la situation économique et sociale des sujets calabrais.

Ces intentions, portées pour l'essentiel par des notables locaux, sont en effet dépourvues d'un contenu idéologique précis et correspondent plutôt à une posture d'opposition, destinée à porter au pouvoir des acteurs choisis par le peuple. Elle se situe donc à distance des républiques qui ont vu le jour dans les révolutions européennes de 1848, en France et à Rome, définies par une idéologie et des institutions. Les proclamations républicaines effectuées dans les Calabres ont relevé d'acteurs isolés, sans que leurs

---

<sup>61</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 344.

<sup>62</sup> Archivio di Stato (Napoli), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>63</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 205.



initiatives n'aient été coordonnées ou que l'échelle à laquelle il fallait fonder la république soit précisée. Dans la très grande majorité des cas, elles sont le fait d'élites villageoises, occupant souvent des charges administratives ou judiciaires qui contribuent à leur légitimité auprès des populations locales. C'est le cas du substitut du juge Francesco Greco, auteur de la destruction des statues du roi à Cassano, suivi par dix hommes du village avec lesquels il proclame la république. Celle mise en place présente la particularité de confier le pouvoir à des notables locaux, comme les démocrates Carlo Mileti et Domenico Mauro ou encore Greco lui-même, intronisés rois par le peuple. Cette fonction, qui se retrouverait pour d'autres espaces périphériques du royaume des Deux-Siciles et notamment dans les provinces des Pouilles, correspond à une institution informelle, qui repose à la fois sur la notabilité, le charisme et le parcours politique<sup>64</sup>. La diversité des désignations le confirme, des « petits rois » (*piccoli re*) aux « rois du bas peuple » (*re del basso popolo*), si ce n'est qu'elles décrivent l'origine démocratique de leur autorité. Dans la province de Cosenza, Francesco Greco a ainsi participé, aux côtés des insurgés calabrais, à la résistance locale contre l'occupation française en 1806, puis a participé à la révolution de 1820-1821 comme *carbonaro*<sup>65</sup>. Les nominations de *piccoli re* ont fréquemment accompagné la destruction des emblèmes royaux lors du départ pour les camps de révoltés. À Fuscaldo en juin 1848, un propriétaire de la commune, Giovanni Battista Carnevale, obtient ainsi le titre de roi dans sa commune, lors de la destruction d'un buste du roi Ferdinand II lors du départ pour le camp de Paola<sup>66</sup>. Les destructions d'emblèmes du roi ont donc permis, symboliquement, la réhabilitation de l'autorité de figures notabiliaires locales, contre la tyrannie centralisatrice des Bourbons. Cette réhabilitation suppose l'investissement des lieux de pouvoir à travers des processions ritualisées, qui consacrent le rôle d'acteurs politiques locaux. Lors d'un cortège investissant le chef révolutionnaire Domenico Mauro dans ses fonctions de roi, à Saracena en juin 1848, sont détruits successivement les statues du couple royal placées dans la mairie, les blasons bourbonniens affichés sur le poste de garde, dans la chancellerie communale et dans deux boutiques privées. Les insurgés appellent à tuer le tyran et à proclamer la république<sup>67</sup>. L'épuration des images de la monarchie passe donc par le contrôle des lieux de pouvoir communaux et par la diffusion des symboles de la révolution. Elle produit donc des contre-symboles, qui sont un marqueur de la transition politique<sup>68</sup>. Les arbres de la liberté, régulièrement évoqués dans les sources de police, en sont les plus visibles, sans qu'il soit possible de les quantifier précisément, mais l'espace insurgé se dote parfois d'images nouvelles de la souveraineté, vidées de leur contenu

---

<sup>64</sup> LUCARELLI, 1953.

<sup>65</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 12, f. 66.

<sup>66</sup> Archivio di Stato (Napoli), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38.

<sup>67</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 37, f. 227.

<sup>68</sup> Sur ce point, voir sur un autre contexte FUREIX, 2015.

idéologique. C'est ce qui explique, le 11 avril 1848, la substitution d'un portrait du roi Charles-Albert de Piémont-Sardaigne à celui de Ferdinand II dans l'église de San Lorenzo del Vallo, au nord de la province de Cosenza<sup>69</sup>. L'acte, qui demeure isolé, n'en est pas moins chargé d'une valeur symbolique importante, parce qu'il propose de remplacer le souverain du royaume par un autre dirigeant italien. Il témoigne des sympathies italo-philiques qui ont alors circulé dans les Calabres, sans pour autant s'inscrire véritablement dans les mobilisations pour l'indépendance italienne<sup>70</sup>. Plus qu'un ralliement aux options majoritaires du *Risorgimento*, qui se construisent au même moment, l'acte exprime la volonté d'en finir avec « l'esclavage imposé par les tyrans » : Charles-Albert apparaît davantage comme un symbole d'émancipation que comme un souverain potentiel des Calabres intégrées à l'Italie.

Les figures alternatives de la royauté sont donc mobilisées pour leur valeur symbolique, extraites de leur réalité idéologique et de leur contexte. L'horizon envisagé par les insurgés iconoclastes a été celui de la souveraineté locale. Les exhortations à fonder des républiques, qui ont accompagné la destruction des emblèmes de la royauté, ont davantage été perçues comme des appels à vaincre la tyrannie qu'à fonder un régime républicain. Leur éclatement géographique, alors qu'il n'y a pas eu de projet républicain global, y contribue. Par ailleurs, les actes des procès montrent que la notion de république n'a pas toujours été précisément comprise par ses promoteurs locaux : à Saracena dans la province de Cosenza, l'un des acteurs de la destruction des statues, Antonio Tedeschi, cordonnier de 36 ans, dit avoir contribué à la protestation collective sans savoir exactement ce que désignait le terme *repubblica*<sup>71</sup>. Cette méconnaissance est fréquente chez les insurgés des classes populaires, en particulier les petits commerçants et les artisans. Elle rappelle que l'iconoclasme s'est situé du côté des économies morales propres aux sociétés traditionnelles plutôt que dans les cadres de la politique moderne, alors inégalement consolidés dans la société du royaume.

Pour la majorité des acteurs en effet, la destruction des statues du couple royal permet de répondre à un état de fait, la mort du roi et la vacance du pouvoir, connues par la circulation des rumeurs<sup>72</sup>. La structuration locale de la société calabraise a largement contribué à leur diffusion et à leur succès. Parce que les fausses nouvelles ont généralement annoncé la mort du roi ou sa destitution, l'iconoclasme a souvent permis, dès les derniers mois de l'année 1847, d'acter une transition politique en détruisant les effigies d'un pouvoir disparu. C'est la raison invoquée, parmi des cas très nombreux dans la province de Reggio, par le chancelier communal de Pellaro, puis par l'archiprêtre Zagarella de Villa San

---

<sup>69</sup> Archivio di Stato (Napoli), Archivio Borbone, b. 1044, f. 35.

<sup>70</sup> Les chroniqueurs locaux du XIX<sup>e</sup> siècle ont rappelé la forte diffusion des sympathies italiennes dans les trois provinces calabraises, qui ont conduit à la mobilisation de volontaires calabrais dans le corps expéditionnaire napolitain parti en Lombardie-Vénétie à partir d'avril 1848. Voir par exemple ANDREOTTI, 1874, vol. 3, p. 295.

<sup>71</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 37, f. 227.

<sup>72</sup> CAGLIOTI, 2001.

Giovanni, lorsqu'ils fracturent les statues du couple royal en octobre 1847 puis en juillet 1848<sup>73</sup>. L'attention portée aux nouvelles s'est étendue, outre les bruits portant sur la destitution du régime bourbonien, à l'appui des patriotes étrangers à la révolte calabraise. Les plus courants font référence à une possible expédition de volontaires français au nom de la solidarité républicaine. À San Demetrio Corone à l'été 1848, on affirme qu'ils se prépareraient à venir nombreux pour soutenir Domenico Mauro dans la coordination de la résistance calabraise. D'autres rumeurs évoquent le nombre précis des volontaires impliqués, 12.000 en juillet 1848, 40.000 au début de l'année 1849<sup>74</sup>. Elles leur prêtent les intentions de libérer les détenus, de soutenir financièrement et militairement la résistance locale et d'installer une république. Mais le royaume méridional, et en particulier la Calabre, est resté l'un des angles morts du volontariat républicain français qui s'est largement déployé dans d'autres États de la péninsule italienne, et la fraternité à l'égard des insurgés calabrais s'est limitée à des patriotes d'autres provinces du royaume des Deux-Siciles<sup>75</sup>. Le pouvoir de mobilisation de ces rumeurs, dans une société dont l'isolement a contribué à la captation de l'information par les chefs révolutionnaires à leur profit, a indéniablement contribué à alimenter les actes d'iconoclasme. Alors que l'historiographie a souligné l'accélération de la naissance de la politique moderne et de la construction des États-nations autour du « moment 1848 »<sup>76</sup>, le cas des Calabres nuance fortement ces évolutions, qui coexistent avec des réflexes politiques plus traditionnels, construits à l'échelle locale.

L'iconoclasme des opposants calabrais aux Bourbons de Naples a donc constitué une forme de politisation ordinaire qui a appliqué à la contestation de la monarchie bourbonienne les formes chrétiennes de la violence, au nom de la dénonciation de la tyrannie. Il relève d'un ensemble de transferts de pratiques religieuses dans l'ordre politique, désacralisées, dont le culte des martyrs et les appels à la croisade contre les tyrans constituent des équivalents. Par-delà la diversité matérielle de ses formes et de ses cibles, l'iconoclasme donne en spectacle un élément décisif de la révolution, qui consiste à attenter symboliquement au corps du roi et à mettre en scène sa mort. C'est ce qui explique sa forte capacité de mobilisation, notamment dans les temps forts de la résistance locale à l'autorité centrale dont la mise en place des camps de révoltés, à l'été 1848, constitue l'épisode le plus décisif. Mais si la Calabre a vu se déployer les cas les plus nombreux d'attentats aux représentations de la monarchie, la pratique a été courante dans l'ensemble des provinces périphériques du royaume. Elle montre que la politisation contre le pouvoir, ancrée dans les économies morales de la fin de l'époque moderne, s'est fondée sur l'expérience des acteurs ordinaires, nourrie par des pratiques politiques traditionnelles. Lorsque la

---

<sup>73</sup> Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, I, b. 1, f. 103 et f. 212.

<sup>74</sup> À Cassano, en Calabre Citérieure, puis à Reggio. Voir Archivio di Stato (Napoli), Archivio Borbone, b. 1044, f. 38 et Archivio di Stato (Reggio Calabria), Atti di Polizia, b. 1, f. 100.

<sup>75</sup> IGNACE, inédite.

<sup>76</sup> KÖRNER (dir.), 2000.

monarchie réprime la révolution méridionale de 1848 et prive le courant libéral de ses chefs, condamnés à la prison ou partis en exil, ces formes d'opposition perdurent et donnent naissance à des projets, cette fois réels, de tyrannicide. L'attentat manqué du jeune soldat calabrais Agesilao Milano contre Ferdinand II, en décembre 1856, l'illustre, précisément parce que son auteur, qui avait détruit une statue du souverain à San Benedetto Ullano en 1848, a utilisé cet acte symbolique comme un préparatif au meurtre du roi<sup>77</sup>.

## Bibliographie

- ADDANTE, Luca (2021), *I cannibali dei Borboni. Antropofagia e politica nell'Europa moderna*, Bari, Laterza.
- ANDREOTTI, Davide Moisè (1874), *Storia dei Cosentini*, Naples, Salvatore Marchese.
- ARISI ROTA, Arianna (2018), « "Così brutale insulto". Gesti iconoclasti nella penisola italiana tra 1848 e Seconda Restaurazione », *Memoria e Ricerca*, XXVI (n°1), p. 61-76.
- BUC, Philippe (2017), *Guerre sainte, martyre et terreur. Les formes chrétiennes de la violence en Occident*, Paris, Gallimard.
- BUTTIGLIONE, Antonio (inédite), *La Rivoluzione in "periferia". Movimenti popolari e borghesia nel Regno delle Due Sicilie (1830-1848)*, thèse de doctorat soutenue en 2018 à l'Università della Tuscia di Viterbo.
- BUTTIGLIONE, Antonio (2015), « "Revindiche". Violenza sociale e mobilitazione politica in Calabria nel 1848 », *Aiônos. Miscellanea di studi storici*, 18, pp. 135-174.
- CADET, Nicolas (2015), *Honneur et violences de guerre au temps de Napoléon. La campagne de Calabre*, Paris, Vendémiaire.
- CAGLIOTI, Daniela Luigia (2001), « False notizie, complotti e vociferazioni : gendarmi, intendenti e paure nel Regno delle Due Sicilie nel 1848 », *Società e Storia*, 94 (n°5), pp. 725-741.
- CALEFATI, Christopher (inédite), « *Gli abbiamo tagliato la testa!* » *Repertori e attori dell'iconoclastia politica nelle Puglie del 1848-1849*, mémoire de tési di laurea soutenu en 2018 à l'Università degli Studi di Bari.
- CECERE, Domenico (2013), « "Contre les tyrans". Lutttes judiciaires et troubles anti-seigneuriaux en Calabre au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 60 (n°3), pp. 7-30.
- DELLA PERUTA, Franco (1997), « La guerra di liberazione spagnola e la teoria della guerra per bande nel Risorgimento », dans *L'Italia del Risorgimento. Problemi, momenti e figure*, Milan, FrancoAngeli, pp. 11-29.
- DELIVRÉ, Émilie, BERGER, Emmanuel [dir.] (2014), *Popular Justice in Europe (18<sup>th</sup>-19<sup>th</sup> centuries)*, Bologne/Berlin, il Mulino/Duncker & Humblot.
- DE LORENZO, Renata (1984), *Proprietà fondiaria e fisco nel Mezzogiorno: la riforma della tassazione nel Decennio francese (1806-1815)*, Salerne, Centro studi per il Cilento e il Vallo di Diano.

---

<sup>77</sup> Archivio di Stato (Cosenza), Intendenza, Processi politici, b. 24 bis, f. 124.

- DE LORENZO, Renata (2001), « Il 1848-1849 e la circolazione delle notizie nel Regno delle Due Sicilie », dans *Un regno in bilico. Uomini, eventi e luoghi nel Mezzogiorno preunitario*, Rome, Carocci, pp. 99-147.
- DELPU, Pierre-Marie (2015), « De l'État muratien à l'État bourbon. La transition de l'appareil étatique napolitain sous la Restauration », dans Jean-Claude CARON, Jean-Philippe LUIS (dir.), *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe napoléonienne (1814-1830)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 37-50.
- DELPU, Pierre-Marie (2017), « Une religion politique. Les usages des martyrs révolutionnaires dans le royaume des Deux-Siciles (années 1820-années 1850) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 64 (n°1), pp. 7-31.
- DELPU, Pierre-Marie (2019), *Un autre Risorgimento. La formation du monde libéral dans le Royaume des Deux-Siciles (1815-1856)*, Rome, École française de Rome, 2019.
- DELPU, Pierre-Marie (2020), « Gli attentati popolari contro i Borbone di Napoli : iconoclastia e progetti di tirannicidio (1848-1856) », dans Renata DE LORENZO, Rosana GUTIÉRREZ LLORET (dir.), *Las monarquías de la Europa meridional antes el desafío de la modernidad (siglo XIX y XX)*, Saragosse, Prensas de la Universidad de Zaragoza, pp. 189-212.
- DE SENSI SESTITO, Giovanna, PETRUSEWICZ, Marta (dir.) [2014], *Unità multiple. Centocinquantanni ? Unità ? Italia ?*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- DE' SIVO, Giacinto (1868), *Storia delle Due Sicilie*, Trieste, Arturo Berisio.
- DI FIORE, Laura (2013), *Alla frontiera. Confini e documenti di identità nel Mezzogiorno continentale*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- FERRARI, Valeria (2016), *Amministrare e punire. Le Calabrie nel Decennio francese tra modernizzazione e reazione*, Soveria Mannelli, Rubbettino.
- FIORE, Antonio (inédite), *La strutturazione del fenomeno camorrista nelle fonti di polizia borbonica 1840-1860*, thèse de doctorat soutenue en 2012 à l'Université degli studi Federico II di Napoli.
- FOURNIER, Éric (2016), « "Crosse en l'air" : l'insaisissable motif d'une histoire effilochée », *Romantisme*, 174 (n°4), pp. 121-131.
- FUREIX, Emmanuel (2012), « L'iconoclasme : une pratique politique ? (1814-1848) », dans Laurent LE GALL, Michel OFFERLÉ, François PLOUX (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 117-132.
- FUREIX, Emmanuel (dir.) [2014], *Iconoclasme et révolutions, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon.
- FUREIX, Emmanuel (2015), « Police des signes, ordre et désordre urbains en temps de crise (1814-1816) », *Histoire Urbaine*, 43 (n°2), pp. 157-176
- FUREIX, Emmanuel, ARISI ROTA, Arianna [dir.] (2018), *Iconoclastia nel lungo Ottocento*, dossier spécial, *Memoria e Ricerca*, XXVI (n°1).
- FUREIX, Emmanuel (2019), *L'œil blessé. Politiques de l'iconoclasme après la Révolution française*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2019.
- HINCKER, Louis (2008), *Citoyens-combattants à Paris 1848-1851*, Villeneuve-d'Ascq, Presses du Septentrion.
- HUGON, Alain (2011), *Naples insurgée (1647-1648), de l'événement à la mémoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

- IGNACE, Anne-Claire (inédite), *Des quarante-huitards français en Italie : étude sur la mobilisation de volontaires français pour le Risorgimento (1848-1849)*, thèse de doctorat soutenue en 2010 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- ISNENGI, Mario (2004), *L'Italia in piazza. I luoghi della vita pubblica dal 1848 ai giorni nostri*, Bologne, il Mulino.
- KÖRNER, Axel [dir.] (2000), *1848, a European Revolution? International Ideas and National Memories of 1848*, New York, Palgrave Macmillan.
- LUCARELLI, Antonio (1953), « I moti rivoluzionari del 1848 nella provincia di Puglia », *Rassegna storica del Risorgimento*, 39 (n°1), pp. 5-41.
- LUIS, Jean-Philippe (2005), « Considérations pour une histoire de la naissance de la modernité politique en Espagne », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 34 (n°2), pp. 15-26.
- MUCHEMBLED, Robert (1987), « Pour une histoire des gestes (xv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 34 (n°1), pp. 87-101.
- PETRUSEWICZ, Marta (2005), « Incivilire, amare, conoscere : l'intelligentia napoletana alla scoperta del popolo », dans Pietro BEVILACQUA, Pietro TINO (dir.), *Natura e società. Studi in onore di Augusto Placanica*, Rome, Donzelli, pp. 239-251.
- VALENTE, Gustavo (1956), « Il clero di Calabria Citra nel Risorgimento italiano », *Rassegna Storica del Risorgimento*, 42 (n°5), pp. 576-581.